L'adoption de cette Journée Internationale des Filles est une occasion d'attirer l'attention de l'opinion internationale sur les discriminations et les inégalités auxquelles les filles ont à faire face dans le monde et sur leurs droits. Avant même leur naissance, les filles subissent des discriminations.

L'UNFPA estime que 100 millions de filles manquent à l'appel dans le monde en raison de foeticide féminin (femicide). Et celles qui en réchappent devront tout au long de leur vie faire face à des discriminations en matière de santé, d'éducation et de droits alors qu'investir dans le potentiel des filles a des effets positifs sur la réduction de la pauvreté et le développement économique d'une famille et d'une nation.

Pour Madagascar, l'évènement conjointement célébré par l'UNICEF, l'UNFPA, le ministère de la Population et des affaires sociales, ainsi que le ministère de la Jeunesse et des loisirs, a été un tremplin pour tenter de réduire les inégalités entre filles et garçons, surtout dans les milieux ruraux.

Selon les résultats de l'Enquête Démographique de la Santé 2008-2009, 48% des filles âgées entre 20 et 24 ans ont toutes été mariées avant l'âge de 18 ans. Un chiffre au demeurant élevé, même si le pays a déjà adopté la loi du mariage qui fixe à 18 ans l'âge minimal pour toute union.

Agathe Lawson, représentante de l'UNFPA à Madagascar, a souligné pour l'occasion que le mariage des enfants perturbe leur éducation, limite leurs possibilités, augmente les risques de violence et d'abus, et met en péril leur santé. Lorsque les filles se marient très jeunes, elles sont privées de leur enfance, de leurs rêves, de leur santé et de leurs droits.

Salohiniaina, 16 ans, espère ne pas être obligée de faire un mariage précoce. Elle compte sur un meilleur avenir du fait qu'elle suive actuellement une formation sur une activité génératrice de revenus dans un centre d'accueil de la capitale Antananarivo. Elle se souvient encore du mariage que sa sœur aînée a été obligée de contracter alors que celle-ci n'avait que 17 ans.

«Un grossiste opérant dans le sud a demandé sa main à mon père et a proposé en contrepartie d'aider notre famille de temps en temps. Mon père n'a pas eu le choix que d'accepter car nous étions très endettés à l'époque», raconte Salohiniaina, qui ne peut oublier le jour où sa sœur a préparé sa petite valise et quitté la maison familiale.

Suivre cette formation est une façon de fuir un mariage forcé, estime-t-elle. Elle a pu apprendre à travers les éducateurs du centre qu'une fille éduquée se marie en général plus tard, a moins d'enfants et que sa descendance est alors en meilleure santé.

C'est d'ailleurs cette information que la Journée Internationale des Filles célébrée pour la première fois cette année à Madagascar a voulu véhiculer. "Cette journée est importante. Il est temps de ne plus considérer les jeunes filles comme un simple objet de procréation. Elles ont leurs droits et les parents doivent être conscients que leurs filles ne sont pas des produits de consommation courante. Les jeunes filles doivent prendre l'initiative de faire face à leur avenir et non pas de se révolter contre les traditions mais avec l'aide d'obligataires, de contourner celles qui sont inutiles», explique Norohaingo Rakotoseheno, responsable du suivi et de l'évaluation du programme «Santé des jeunes» au ministère de la Jeunesse et des loisirs.

Lors de cette Journée Internationale, différents artistes de renom ont uni leur voix pour dire NON au mariage précoce à Madagascar. Des jeunes filles ont assisté à cet évènement riche en enseignements. La Convention sur les Droits de l'Enfant et le Protocole de la SADC sur le Genre et le Développement précisent bien que le garçon et la fillette doivent jouir pleinement de leurs droits. Crise ou pas, les autorités malgaches gagneraient à s'en souvenir et à privilégier la loi au détriment des traditions néfastes.

Par Fanja Razafimahatratra, Source: http://fr.allafrica.com/stories/201301030473.html